

BUREAUX: Rue Nain, 1.
Roubaix, Tourcoing:
Trois mois. 12 f.
Six mois. 23
Un an. 44
L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

DIRECTEUR-GÉRANT:
Le Nord de la France
Trois mois. 12 f.
Six mois. 23
Un an. 44
ANONCES: 15 centimes
RECLAMES: 25 centimes
On traite à forfait.

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanoverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A TOURNAI, au bureau du journal l'Economiste; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

Ce numéro a un supplément.

ROUBAIX, 20 MAI 1870

La question plébiscitaire est résolue. La France s'est prononcée, et malgré toutes les excitations révolutionnaires dont il a été l'objet pendant un moment de liberté absolue, le peuple, en adoptant une constitution parlementaire, a manifesté sa volonté de rester dans les sages limites d'institutions libérales, pour garantir la sécurité publique, d'où découle la prospérité du commerce, de l'industrie et conséquemment de la classe ouvrière.

Nous allons maintenant entrer dans une voie nouvelle, et l'avenir s'ouvre devant nous pour laisser entrevoir toutes les améliorations qui peuvent amener enfin le développement de l'édifice, que nous attendons depuis si longtemps, et qui n'est pas encore atteint.

En nous replaçant dans le système parlementaire, nous allons nous trouver de nouveau sous la protection des lois, qui seules peuvent réprimer les abus et maintenir l'ordre dont on a tant besoin, après les commotions fiévreuses qui ont retenu la France et pouvaient amener des conséquences si désastreuses.

Mais après de pareilles secousses, après les agitations morbides qui ont duré si longtemps, il ne faut pas que la France s'engourdisse dans l'inertie de la convalescence. Il faut que l'on se mette à l'œuvre; il faut que les hommes se rapprochent par de mutuelles concessions, et que toutes les intelligences se fusionnent dans un concours mutuel, pour arriver à fonder des institutions qui puissent assurer l'avenir, en garantissant tout à la fois et l'ordre et la liberté.

Nous n'avons plus besoin maintenant de toutes ces joutes de tribune, dans lesquelles on a, sans aucun doute, dépensé toutes les ressources de l'éloquence, mais dans lesquelles aussi on a perdu un temps précieux au point de vue des affaires publiques laissées en souffrance.

Le temps des discours est passé. La France a parlé, et dans un seul jour, elle a dit plus que ne pouvaient en dire tous nos grands orateurs réunis. Agissant dans la plénitude de sa volonté, usant de sa souveraineté imprescriptible, elle a tranché toutes les questions. A toutes les éventualités, à tous les dangers d'une révolution qui aurait pu faire couler des flots de sang, qui aurait pu tout ébranler, tout briser, sans donner aucune garantie de l'avenir, elle a préféré des améliorations progressives, et elle a accueilli les modifications constitutionnelles, se succédant sans trouble et sans commotion, pour arriver graduellement au complément du régime parlementaire, c'est-à-dire à la liberté réelle, avec l'application des lois que la nation aura faites elle-même.

En étudiant le résultat du plébiscite, nous n'avons pas à nous préoccuper de la question dynastique qui peut-être un moyen de consolidation, mais qui n'est

en réalité qu'à l'état secondaire; nous ne voulons voir, et nous ne voyons que la grande question de l'intérêt général et du développement de nos institutions pouvant écarter les tendances de quelques ambitions et de quelques utopies impossibles, pour nous conduire au triomphe de la véritable démocratie.

C'est là le but à atteindre et c'est vers lui que doivent tendre tous les efforts. Indépendamment des changements qu'il faut imprimer à notre système politique, il y a devant nous un immense travail à faire — pour la révision de nos codes qui ont besoin d'être retouchés dans certaines parties; — pour la suppression des décrets qui ont force de lois, et qui doivent être refondus ou du moins sanctionnés par nos mandataires; — pour la confection d'un code complet de la presse qui établit une législation précise, sans renvoyer à des parcelles de lois antérieures, déjà abrogées depuis longtemps dans la majeure partie de leurs articles; — pour la répartition proportionnelle des impôts et pour la modification des octrois qui pèsent, moins sur les classes aisées que sur la population pauvre — pour l'examen, par voie d'enquête, des besoins réels des classes ouvrières, en écartant les utopies illusoire, mais en prêtant une sérieuse attention aux réclamations fondées sur le droit commun; — pour la diminution des droits sur les transmissions héréditaires, et des frais de justice dans toutes les affaires commerciales; — et enfin pour la réforme du régime municipal, bien moins encore en ce qui tient à la nomination ou à l'élection des maires, qu'en ce qui concerne les conseils municipaux à qui nous voudrions voir attribuer le droit exclusif de faire les arrêtés, qui sont des lois réelles pour les habitants de la commune.

Voilà une partie des travaux qui incombent à notre Corps législatif, et en s'y livrant avec ardeur et dévouement, en laissant de côté les vaines théories qui n'aboutissent qu'à des frais d'éloquence stérile, en s'occupant sérieusement des questions sérieuses, il aura rempli son devoir, justifié son mandat et introduit la France dans cette voie du progrès libéral dont le plébiscite vient de renverser toutes les barrières. C. VERJUX.

Mentionnant un article publié par nous, mais qui n'émanait pas d'un de nos collaborateurs habituels, le journal l'Union s'exprime ainsi:

Le Journal de Roubaix se plaint avec raison de la fausse direction donnée à l'enseignement économique.

Dans toutes les chaires, on n'entend que les vagues et sonores déclarations des professeurs libre-échangistes: on se paye de mots, et l'on égare l'opinion en lui charmant l'oreille par de belles phrases sur la fraternité des peuples, sur la liberté.

Et pendant ce temps l'industrie se ruine; ce qui n'empêche point MM. les professeurs officiels de continuer leurs leçons.

Le libre-échange a voulu représenter toute la science économique, ne faire qu'un avec elle, et quoiqu'elle ne s'en crée d'entendre rien à l'économie. Pourquoi cette confiscation de l'enseignement au profit d'une coterie? Pour-

quoi ces doctrines officiellement imposées, malgré de si nombreuses protestations? « Qu'on proclame, car c'est la vérité, que les fabricants de soieries, que les producteurs de vins, que plusieurs industries de luxe parisiennes ont leurs intérêts liés à la liberté des échanges; mais qu'on affirme, aussi, car c'est une vérité incontestable, que les fabricants de fer, les tisseurs de laine, de coton et d'une quantité d'autres matières, que nombre d'agriculteurs ont des intérêts diamétralement opposés à ceux des premiers, et que dès lors le libre-échange est la ruine de leurs industries.

C'est dans la balance de ces intérêts que réside la vérité économique, la seule qui doive être enseignée. Telles sont aussi nos doctrines. Nous nous étions seulement de trouver dans ce journal, ordinairement sérieux, la réédition des plaisanteries surannées sur ces « professeurs qui faisaient de M. de Bonaparte le généralissime des armées de Louis XVIII ». Puisque ces deux noms se rencontrent sous notre plume, qu'on se rappelle à quel degré de ruine l'industrie française était tombée à la fin du premier empire: ce fut une des gloires du roi Louis XVIII d'avoir compris que l'intérêt et l'honneur de la France étaient de protéger son travail contre l'étranger, et, dès l'exposition du 25 août 1819, on vit ce qui pouvait opérer de bien la sollicitude d'un gouvernement sincèrement patriotique. Pourtant l'étranger parait en vainqueur; mais cette vieille monarchie avait dans ses veines un sang généreux, et les menaces étrangères, non plus que les chimériques utopies des théâtres, ne la savaient arrêter, quand elle voyait qu'il était l'intérêt de la France.

L'allusion était malheureuse, mais le reconnaissons volontiers; mais l'Union se méprend sur sa portée. Si, oubliant l'histoire, nous pouvions méconnaître les services rendus au pays par le gouvernement de la Restauration, si nous ne savions que c'est à la politique et à la protection de ce gouvernement que tant de nos centres industriels, Roubaix entre autres, doivent le commencement de leur fortune, notre respect et notre admiration pour des hommes comme MM. Laurentie et Pontiat, nous empêcheraient d'oser de jeter le ridicule sur une cause qui compte de tels défenseurs. — ALF. REBOUX.

HIER - AUJOURD'HUI - DEMAIN

Le discours de réception de M. Aug. Barbier est l'objectif visé, aujourd'hui, par la plupart de nos confrères. Quot capita tot sensus; les appréciations que la presse parisienne fait de ce discours sont aussi multiples qu'inégales; mais, en définitive, c'est la note aiguë qui domine dans cette symphonie de critiques. Choisissons au hasard et dans le nombre, Voici d'abord l'article de la France:

« M. Barbier a réussi d'emblée à se naturaliser académicien; il y a même trop réussi, et l'on est mieux aimé sentir et retrouver dans ce discours la primitive rudesse et la grille énarque empreintes sur la Carée et la Populaire. Comme le lion amoureux, dont parle La Fontaine, il a trop ému l'ongle de la satire. Chose étrange! En 1831, il était ultraromantique et presque réaliste en vers; aujourd'hui, il écrit en prose à la mode de 1870. »

De son côté, la Liberté déclare que « le discours de M. Barbier, comme celui de M.

de Sacy, n'a rien de bien remarquable ni de bien éblouissant. L'auteur de la Carée est aussi mal à l'aise pour louer le bon M. Empis, que M. de Sacy pour louer l'auteur de la Carée. »

Dans le Figaro, M. Francis Magnard fait cette remarque, dont la finesse et la justesse sont incontestables:

« Relisez les lames avec attention, sans arrière-pensée politique, et vous reconnaîtrez qu'en somme la violence de l'expression n'exclut point, même dans les plus beaux morceaux de M. Barbier, la faiblesse de la pensée et la vulgarité des impressions. »

Enfin, le Peuple français publie sur le nouvel académicien l'historiette suivante:

« Un jour, deux jeunes gens prennent le train pour Fontainebleau; ils ont entre les mains le volume des lames; ils déclament tour à tour, et admirent avec l'enthousiasme de la jeunesse ces vers magnifiques. Près d'eux se tient modestement un petit vieillard qui lit le Petit Journal. On lit la Carée, et il plie son journal; on passe à l'Émeute, et se croise les bras; on déclare l'Idole, et ôteson chapeau et l'écoute:

— Quel dommage, dit l'un des jeunes gens, que le poète soit mort!

Le vieillard fait un bond:

— Mais je ne suis pas mort, je me repose...

— Comment, vous seriez?...

— Auguste Barbier, l'auteur des lames...

Nous avons annoncé hier la mort du docteur Cabarrus. Fils de Mme Tallien, dont il portait le nom de famille, le docteur Cabarrus était le beau-frère de M. Ferdinand de Lesseps. Grand amateur de musique et habitué de l'Opéra, M. Cabarrus s'était acquis une certaine notoriété dans le traitement des maladies de gorge. On l'avait surnommé la providence des chanteurs.

M. Cabarrus était l'ami d'enfance de M. Emile de Girardin. « C'est un frère que je perds aujourd'hui, dit-il avec émotion, dans la Liberté de ce matin. Il m'avait précédé de quatre ou cinq ans dans la vie; il était mon aîné; sa mort me montre le chemin où je n'aurai plus qu'à le suivre le deuil dans le cœur. »

Le Siècle insère, à propos de la mort héroïque du chef de gare Séguy, une lettre signée d'Alphonse Karr, et dont nous détachons ce fragment:

« Pourquoi n'élèverait-on pas un monument modeste à la mémoire de Séguy? Je proposerais une table de marbre ou de pierre, appliquée sur le bâtiment de la gare du Var, avec cette inscription: loi, le 11 mai 1870, est mort le chef de gare Séguy, broyé par une locomotive, en essayant de sauver une femme et un enfant. »

« Si vous adoptez mon idée, inscrivez-moi, après vous, pour une somme de 10 francs. — Alph. Karr. »

Le Monde nous apprend qu'un petit Etat allemand, composé de 440 habitants, est sur le point de perdre son autonomie:

Il est à croire que son éclipse ne soulèvera aucune réclamation, car Wolde, tel est le nom de cet Etat, n'avait ni souverain, ni gouvernement reconnus, et encore moins une diplomatie. Wolde est une grande propriété équestre sur les confins de la Poméranie et du Mecklenbourg, appartenant actuellement au baron de Fabricé; d'une famille prussienne. Lors de la limitation de la frontière, en 1815, Wolde fut oublié, et le traité une fois passé entre la Prusse et le Mecklenbourg, son propriétaire se montra aussi récalcitrant que les deux gouvernements de Bérli et de Schwerin, qui ne parvinrent jamais à s'entendre sur le partage du territoire en litige.

De cette manière, les habitants de Wolde, au chiffre de 430 aujourd'hui, sont restés jusqu'à ce jour des Germains indépendants. Seuls, le propriétaire, quatre et les anciens exerçaient gratuitement et paternellement les fonctions de juges et de gardiens de l'ordre public.

La Prusse a chargé le général de Horden Cabow et Mecklenbourg et le baron Spangenberg de régulariser la position de Wolde.

Nous trouvons dans le Journal d'Amiens une lettre adressée par M. Duruy, sénateur, aux instituteurs du canton de Chaulnes. M. Duruy se prononce, comme ces derniers, contre la nomination des instituteurs par les conseils municipaux, et déclare que, grâce à ses efforts, le projet est moralement retiré.

La commission du budget a décidé, hier, la suppression du traitement de 100,000 francs affecté aux membres du Conseil privé.

On dira donc désormais: En Conseil privé... de traitements.

M. Aubry-Foucault dont nous avons annoncé la mort hier, était depuis quarante ans gérant de la Gazette de France. Sous la direction de M. de Genoude, il passait régulièrement en prison dix mois sur douze. EDMOND DUVAL.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

COMMUNIQUÉS AUX JOURNAUX PAR L'AGENCE HAVAS.

PRUSSE.

Berlin, 18 mai. — La Correspondance provinciale parlant du plébiscite dit: « L'Empereur des Français, en invoquant le jugement de toute la nation sur ses derniers actes, savait que ce jugement donnerait la mesure de la confiance qu'inspire le gouvernement actuel. Le résultat de cet appel a montré quelles profondes racines a le gouvernement dans la confiance du peuple français. La portée de ce résultat est d'autant plus considérable que, cette fois, une pleine liberté a présidé au vote populaire et que ce vote a même été précédé d'une vive agitation. Le scrutin du 8 mai prononce la condamnation de cette agitation, et il offre, en outre, la garantie que l'Empereur peut persévérer désormais, avec une entière confiance, dans la voie politique qu'il a suivie jusqu'à ce jour. »

SUISSE.

Berne, 17 mai. — Vu les tentatives insurrectionnelles qui ont eu lieu en Italie, le conseil fédéral a invité le gouvernement du Tessin, à interner les réfugiés italiens qui sont actuellement sur la frontière du Canton.

ITALIE.

Florence, 18 mai. — La Gazette officielle parlant de la bande dont la présence avait été signalée à Reggio, dans l'Emilie, dit que, dans un conflit qui eut lieu dans la matinée du 17, cette bande a laissé trois prisonniers et un mort, lequel était un des chefs du mouvement. La bande s'est retirée vers Fivizzano, mais elle a été de nouveau rejointe vers 4 heures du soir, par une patrouille. Elle s'est dispersée en abandonnant près de trente fusils. Dans la journée du 16 mai, d'autres jeunes gens qui se disposaient à suivre les premiers, avaient été arrêtés par les carabinieri. La Gazette ajoute que les syndi-

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX DU 21 MAI 1870.

18

LES TRAQUEURS DE DOT

PAR MM. A. DE PONTMARTIN ET FR. BÉCHARD

DEUXIÈME PARTIE.

III

Ce n'est qu'au Vigan que commencent les véritables Cévennes. Jusqu'au pont de l'Hérault, on ne rencontre encore que des collines. Blottie au fond de sa vallée, comme un oiseau frileux au fond de son nid, la jolie petite ville où naquit le chevalier d'Assas est dominée par une montagne qui, de loin, tant la pente en est rapide, semble être taillée à pic.

A mesure qu'on s'élève dans cette étroite et touffue vallée d'Aulas, sur les flancs de laquelle se dessine en blanches spirales la route de la Lozère, le changement des cultures correspond au changement des climats. En quittant les vignes et les oliviers abrités au fond des vallons, vous trouvez les mûriers. Plus haut, les châtaigniers aux troncs séculaires, secouant au vent leurs bras gigantesques. Au-dessus des châtaigniers, le sombre feuillage des hêtres noircit les crêtes abruptes, et de la région des hêtres vous entrez enfin dans la froide région des sapins.

Tout à coup la scène se transforme. Au bout de cinq ou six heures de marche, à travers les escarpements de la montagne, sur cette route onduleuse et grimpeuse, il semble qu'un voile se déchire: un immense horizon s'ouvre devant vous. Par une sorte de changement à vue, le décor s'est renouvelé. Vous vous trouvez transporté sur un vaste plateau, semé de blé, émaillé de prairies et de pâturages où bondissent des milliers d'agneaux.

C'est une contrée nouvelle avec ses plaines, ses bois, ses collines, ses vallées, ses rivières, ses marais, — quelque chose comme une province barbare de l'ancienne Gaule, superposée à la France moderne, à mille ou quinze cents mètres au-dessus du niveau de la mer: solitudes silencieuses, déserte immensité, forêts profondes, roches en forme de dolmens, d'où semble encore sortir la voix des druides et qui rappellent la gran-

deur triste et majestueuse des paysages où les pasteurs de la Bible menaient paître leurs troupeaux.

Vainement, dans cette étendue, vous chercheriez de l'œil une ville, un château, une trace de la civilisation que vous venez de quitter dans la plaine. Quelques fermes à basse toiture, à lucarnes grillées, deux ou trois pauvres hameaux, séparés l'un de l'autre par plusieurs lieues de distance, abritent seuls la rare population de cette dure contrée.

Le malheur de ce pays, moins aride et moins froid que le nord de l'Europe où l'industrie et la civilisation ont vaincu la nature, c'est d'être trop voisin de rivières bénis du soleil. Du sommet de ses montagnes, le pauvre Cénévol voit à ses pieds les plaines du Languedoc submergées sous les flots de chaude lumière; à l'extrême horizon, les jours de beau temps, il peut apercevoir, en plein hiver, à travers la lucarne de la cabane enfumée où il est retenu prisonnier par la neige, le miroitement des étangs de Scaumandre ou de Mauquo, l'azur de la Méditerranée; instinctivement, il se sent attiré vers les plaines où fleurit le citronnier, où mûrit le raisin.

Le Danois, le Norvégien, le Russe, se résignent au climat où ils sont condamnés à vivre et à mourir. L'existence glacée à laquelle ils sont assujettis sans pouvoir s'y soustraire, ils cherchent et ils réussissent à l'adoucir. L'enfant des Hautes-Cévennes qui n'a, pour ainsi dire que quelques pas à faire pour se trouver

en Provence, cette Italie du Nord, ne songe, lui, qu'à quitter ses montagnes, cette Sibérie du Midi.

Ainsi s'explique la dépopulation constante, le peu de souci du progrès, les cultures arriérées, l'état d'abandon d'une région dont les beautés sauvages et les ressources inexploitées semblent faites pour exciter la curiosité et l'esprit industriel d'une époque et d'un peuple à qui il ne reste, comme plaisirs et comme affaires, plus rien à exploiter.

« La vie est méchante au Pays-Haut, » disent, d'un air d'effroi, les paysans des vallées. Dès octobre, l'hiver s'y fait sentir; dès octobre, des aiguilles de glace, suspendues aux rochers sur lesquels viennent rebondir les cascades annoncent les premiers frimas. Les nuages, après le passage par les cimes escarpées, enveloppant d'un froid brouillard ces steppes mélancoliques. Le vent s'engouffre avec des sifflements sinistres dans des défilés qui ressemblent à des abîmes, et chasse la brume devant lui sans la dissiper.

Un jour enfin, la terre se couvre d'une couche de neige, que chaque nuit désormais ne fera qu'épaissir. La montagne est déserte; depuis longtemps déjà les troupeaux, sonnettes au cou, haudets en tête, bergers à l'avant-garde, chiens sur les flancs, sont descendus dans la plaine en masses compactes, ainsi qu'une armée en marche avec ses éclaireurs, ses chefs et ses bagages. Les fermiers et leur famille, dans les

granges abandonnées par les pères et les laborieux désormais inutiles, les habitants des rares villages disséminés au milieu de ces solitudes, restent seuls sur ces sommets désolés.

Tristesse infinie! La neige tombe silencieusement sur la neige; les gouffres se combent; les inégalités de terrain s'effacent; les chemins, les ruisseaux, la lande, disparaissent sous le même lin-cou.

Parfois, un rayon de soleil, se glissant à travers les nuages, vient éclairer de sa pâle lueur ce spectacle imposant dans sa monotonie. Parfois, sous le ciel obscurci, le vent se met tout à coup à souffler avec rage: la blanche poussière, soulevée par l'ouragan, mêle ses tourbillons aux flocons larges et serrés qui tombent du ciel.

Alors le montagnard épouvanté regagne en toute hâte sa chaumière. Portes et fenêtres closes, il s'y renferme avec sa femme et ses enfants, et attend patiemment au fond de sa noire prison, la fin de la tourmente. Tant qu'elle dure, il ne sort de son lit que pour prendre ses repas, à la clarté blafarde de la lampe suspendue à la grosse poutre du plafond.

(La suite au prochain numéro.)